

6^{ème} Forum RWSN 2011, Ouganda - L'approvisionnement en eau en milieu rural au 21^{ème} siècle: mythes du passé, visions d'avenir?
Communication succincte
Le partage de coûts récurrents pour assurer la durabilité des services d'eau potable dans la commune rurale de Dandougou Fakala au Mali
<p>Les auteurs :</p> <p>Moussa Sidibé, Coordinateur AEPHA (Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement) de l'Unité Technique, Commune de Dandougou Fakala, Mali, sizanisidibe@gmail.com, (00223) 76 36 40 34</p> <p>Stephen Jones, Doctorant, Royal Holloway, Université de Londres, Royaume Uni, stephenjones27@gmail.com</p> <p>en collaboration avec WaterAid au Mali et le Centre Régional d'Apprentissage sur les Services Décentralisés de l'Eau et de l'Assainissement en Afrique de l'Ouest</p>
<p>Résumé/Sommaire</p> <p><i>Selon les politiques officielles au Mali, les usagers des points d'eau potable dans les zones rurales sont responsables des coûts de l'entretien, de la maintenance et des réparations des ouvrages. Cependant, il est de la responsabilité des collectivités locales (« communes » au Mali) d'assurer la maîtrise d'ouvrage des réalisations sur leur territoire. Cet article présente une approche développée par l'Unité Technique de la Commune Rurale de Dandougou Fakala, qui est appuyée par WaterAid au Mali, portant sur le suivi, l'analyse et le partage des coûts récurrents de maintenance et de réparation des pompes à motricité humaine (PMH). En utilisant les données des années 2008-2011, on peut estimer que les coûts récurrents sont à environ 1.300 CFA (US\$ 2.70) par personne par an, y compris l'appui externe direct, pour assurer la durabilité d'approvisionnement en eau potable.</i></p>
<p>Introduction</p> <p>Cet article présente une étude de cas d'une approche de partage des coûts récurrents des services d'eau potable au milieu rural entre les usagers et les autorités locales de la commune de Dandougou Fakala dans la région de Mopti au Mali. L'approche se focalise sur les coûts de l'entretien et de maintenance des pompes à motricité humaine (PMH) qui sont les plus utilisées par la population de cette commune, et par la population rurale du Mali en général, comme moyens d'exhaure.</p> <p>L'approche utilisée s'occupe du problème de la durabilité des services d'eau potable fournis à travers des PMH au Mali. Le taux de fonctionnalité des PMH en milieu rural au Mali est estimée à 62% (DNH, 2007). Selon la <i>Stratégie Nationale de Développement de l'Alimentation en Eau Potable</i>, les usagers dans les zones rurales sont responsables de tous les coûts de l'entretien, de la maintenance et des réparations des ouvrages d'eau potable pendant une période de 20 ans après l'installation, sauf « dans les cas d'intérêt supérieur décidés par l'Etat » (DNH, 2007 p.44). Cependant, il est de la responsabilité des collectivités locales (« communes » au Mali) d'assurer la maîtrise d'ouvrage des réalisations sur leur territoire. Ainsi la commune de Dandougou Fakala, à travers son Unité Technique qui est appuyée par WaterAid au Mali, essaye depuis 2008 de développer un système pour suivre, analyser et partager les coûts récurrents des PMH. Ce système établit les parts de responsabilité des acteurs dans la réparation des ouvrages dont certains coûts (par exemple les grosses réparations) qui dépassent la capacité des usagers doivent revenir à la commune selon sa responsabilité légale.</p>
<p>Description de l'étude de cas – approche ou technologie</p> <p>Les objectifs de cette approche dans la commune rurale de Dandougou Fakala sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comprendre les coûts récurrents d'approvisionnement en eau potable fournie par des PMH. 2. Clarifier les rôles et responsabilités des acteurs locaux et développer un système transparent pour partager ces coûts entre les usagers et la commune.

3. Encourager les usagers à identifier pour leur contribution des modalités de paiement appropriées selon le contexte de leurs activités économiques.
4. Appuyer la commune à trouver des fonds nécessaires pour les dépenses qui dépassent les moyens des usagers.

La population de la commune de Dandougou Fakala est estimée à environ 13.000 habitants répartis dans 10 villages (République du Mali, 2008). Les points d'eau potable dans la commune sont de 2 systèmes d'adduction d'eau sommaire (AES) et 13 PMH (marque India Mk II). L'approche décrite dans cet article se focalise sur les PMH parce qu'il y a plus de problèmes de la durabilité qui concernent ce type de point d'eau. En 2008, WaterAid au Mali a commencé à appuyer la commune à travers un système de partenariat direct, en mettant en œuvre une Unité Technique pour assurer les missions de la commune en matière de planification, d'exécution et de suivi évaluation des activités AEPHA (Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement). L'Unité Technique est une structure légère composée d'un coordinateur technique et d'un animateur, avec l'appui des personnels administratifs de la commune.

A partir de 2008, l'Unité Technique a défini trois catégories des coûts pour la maintenance des systèmes d'eau potable, y compris les PMH. Tableau 1 montre ces catégories et les compare aux définitions de l'approche des « coûts du cycle de vie » des services d'eau selon le projet WASHCost (Fonseca et al., 2010; Moriarty, 2010).

Tableau 1 : Comparaison entre les catégories des coûts récurrents du projet WASHCost et les catégories définies par l'Unité Technique de Dandougou Fakala

Catégories des coûts récurrents utilisées par l'Unité Technique de Dandougou Fakala	Catégories des coûts récurrents au niveau local du projet WASHCost (Fonseca et al., 2010; Moriarty, 2010)
Catégorie A : Les coûts liés aux pièces de rechange des moyens d'exhaure (pièces de pompes, la tuyauterie d'extension des bornes fontaines etc.).	« OpEx » : Dépenses d'exploitation et de maintenance mineure, dépenses de fonctionnement et d'entretien courant.
Catégorie B : Les coûts liés au renouvellement complet des moyens d'exhaure (PMH, pompe solaire, électrique, éolienne etc.).	« CapManEx » : Dépenses de renouvellement, remplacement ou réhabilitation des systèmes.
Catégorie C : Les coûts liés à la réhabilitation de l'ouvrage (puits, forage, station etc.).	
Frais de fonctionnement de l'Unité Technique : les salaires du coordinateur et de l'animateur, les coûts du fonctionnement du bureau et du suivi de terrain.	« ExpDS » : Dépense d'appui direct post-construction en faveur des parties prenantes au niveau local.

Au Mali, la stratégie nationale d'eau potable en milieu rural définit que les usagers doivent prendre en charge les catégories A et B. Dans la pratique la catégorie B revient coûteuse pour les usagers, et la commune a décidé de les appuyer. Donc les deux catégories B et C sont supportés par les collectivités (où elles sont mentionnées dans les budgets annuels). Cet effort de la commune est appuyé par les partenaires financiers dont WaterAid est le principal.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, la méthodologie suivante a été adoptée : un atelier d'information et de sensibilisation a été organisé pour expliquer et faire adhérer les communautés à la nécessité du service payant de l'eau. Un village test (Tacko) a été choisi pour développer avec les usagers des modalités de paiement appropriés et adaptés au contexte. Une fiche d'identification des points d'eau a été élaborée pour toutes les communautés, dans laquelle sont mentionnés tous les renseignements sur le point d'eau (méthode de payer le service de l'eau, les différentes réparations etc.). Tous les artisans réparateurs qui sont intervenus à Tacko et dans d'autres villages ont été rapprochés pour savoir le nombre d'interventions fait, les pièces fournies à

chaque intervention, et le montant de leur main d'œuvre.

Principaux résultats et enseignements tirés

Avant l'approche décrite ci-dessus en 2008, le taux de fonctionnalité des pompes était d'environ 70% (en 2008, 4 PMH sur 13 dans la commune étaient en panne depuis quelques mois voire une année). Depuis 2008, les pompes sont réparées à moins d'une semaine et 80% des communautés ont compris le service payant de l'eau et s'acquittent régulièrement de leur cotisations selon le consensus établi. La graphique en barres en Figure 1 au-dessous montre le partage des coûts entre les usagers et la commune depuis 2008 pour les catégories A, B et C.

Figure 1 : Partage des coûts récurrents entre les usagers et la mairie entre 2008-2011 pour les 13 PMH (de marque India Mk II) dans la commune

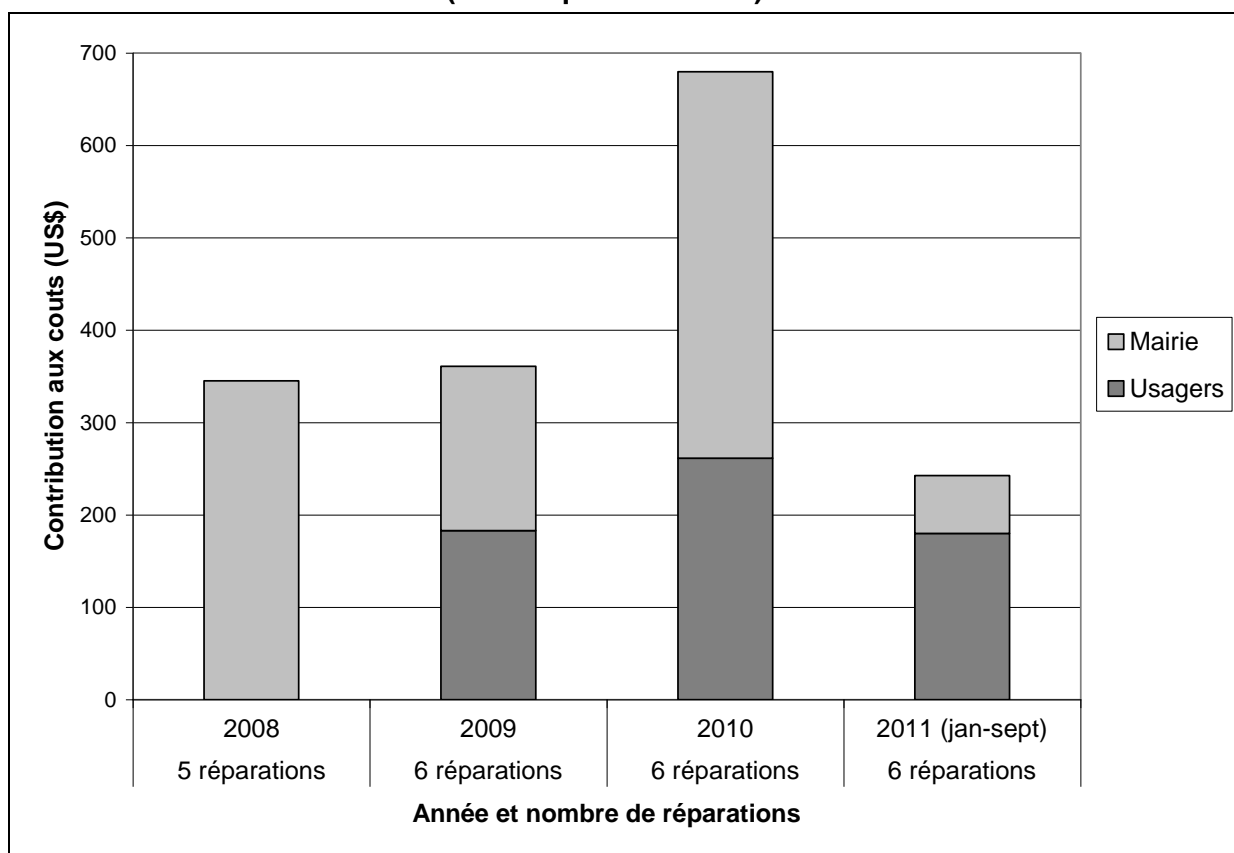


Figure 1 montre qu'après 2008 les communautés ont commencé à contribuer aux coûts des réparations des PMH, appuyé par les contributions de la mairie. En 2010, la contribution de la mairie a été assez élevée à cause d'une grosse réparation d'une PMH d'environ 200.000 CFA (US\$ 418). Maintenant, à part deux villages, tous les autres villages arrivent à supporter les coûts de la catégorie A. Pourtant, il existe souvent des retards dans la mobilisation des fonds à part le système de Tacko, donc le souhait de l'Unité Technique est d'appliquer l'exemple de Tacko à tous les villages de la commune. Dans ce système, le comité d'eau est autonome, le fonds étant disponible la réparation est très vite faite. La modalité de paiement a été définie consensuellement par la communauté, c'est-à-dire un tarif mensuel par ménage de 50 CFA (US\$ 0.10) par mois. Ce montant est payé pendant les 6 mois de l'année sur les ressources générées par les femmes à travers la vente de poissons. La restitution par le comité de gestion du niveau des recettes et dépenses minimise les craintes de certaines personnes sur l'usage effectif et transparent des fonds collectés. Les fiches sont remises à la mairie pour témoignage. Ces deux aspects ont beaucoup contribué au renforcement des relations entre les membres du comité d'eau et les usagers.

Dans le contexte mondial, Figure 1 montre les coûts de « OpEx » et de « CapManEx » selon les définitions du projet WASHCost. Aussi, il est important de noter les coûts de l'appui de l'Unité Technique de la commune, c'est-à-dire les dépenses d'appui direct (« ExpDS » selon WASHCost), y compris les salaires d'un coordinateur et d'un animateur, les coûts du fonctionnement du bureau et du suivi sur le terrain. En total, le coût annuel de cet appui est d'environ 6,5 millions CFA (US\$ 13,600) à Dandougou Fakala, financé par WaterAid au Mali. Il est évident que le coût de l'appui externe direct est beaucoup plus élevé que les coûts directs des réparations des PMH (« OpEx » et « CapManEx »). En total, ces données nous permettent de faire un calcul des coûts par usager par an du total de « OpEx », de « CapManEx » et de « ExpDS ». Selon les normes du Mali, chaque PMH peut servir 400 personnes, donc les 13 PMH à Dandougou Fakala peuvent fournir l'eau potable à 5.200 usagers dans la commune, ainsi un coût approximatif de 1.300 CFA (US\$ 2.70) par usager par an. Ce coût ne tient pas compte ni des investissements dans l'installation des infrastructures (« CapEx » selon WASHCost) ni des dépenses de l'appui externe indirect (« ExpIDS ») comme les services techniques de l'Etat au-dessus du niveau de la commune, parce que ce calcul additionnel sors du champ de l'étude.

Conclusions et recommandations

1. Cette étude de cas démontre comment les communes et les usagers peuvent se partager les coûts récurrents de l'opération et de l'entretien des PMH au Mali en vue d'assurer la durabilité de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales. Dans la commune de Dandougou Fakala, se basant sur les données des années 2008-2011, on peut estimer que les coûts sont à environ 1.300 CFA (US\$ 2.70) par personne par an, y compris l'appui externe. Selon les définitions du projet WASHCost, ce total comprend « OpEx », « CapManEx » et « ExpDS ». La méthodologie de suivi et de calcul des coûts devrait être utilisée par les autres partenaires de WaterAid au Mali. WaterAid appuiera ses partenaires dans ce processus comme un élément du plan d'action de l'organisation d'améliorer la durabilité des services d'approvisionnement en eau potable au milieu rural.
2. L'appui de l'Unité Technique a encouragé les usagers dans certains villages à payer les coûts de la plupart des réparations. Pourtant, les usagers dans d'autres villages devraient contribuer plus d'argent aux coûts des réparations. Les agents du terrain (le coordinateur et l'animateur de l'Unité Technique) doivent passer plus de temps dans ces villages pour trouver les modalités de paiements qui sont appropriées et acceptés par ces usagers.
3. Pour le moment tout le financement de l'Unité Technique de la commune est supporté par WaterAid au Mali. WaterAid doit continuer le processus du « marketing » des plans locaux de développement avec la mairie pour chercher d'autres sources des fonds afin que l'Unité Technique puisse continuer son travail au long terme.

Références

- DNH (Direction Nationale de l'Hydraulique) (2007) *Stratégie Nationale de Développement de l'Alimentation en Eau Potable au Mali*. Bamako, Mali: DNH.
- Fonseca, C. et al. (2010) *Life-Cycle Costs Approach: Glossary and cost components*, Netherlands: IRC International Water and Sanitation Centre.
- Moriarty, P. (2010) *Echelles d'évaluation du coût et de la qualité des services d'eau potable*. Netherlands: IRC International Water and Sanitation Centre.
- République du Mali (2008) *Plan Sectoriel de Développement de la Commune Rurale de Dandougou Fakala*. Dandougou Fakala: République du Mali.

Coordonnées

Nom de l'auteur principal: Moussa Sidibé,
Coordinateur AEPHA de l'Unité Technique,
Commune de Dandougou Fakala, Mali

Email: sizanisidibe@gmail.com

Nom du deuxième auteur: Stephen Jones,
Doctorant, Royal Holloway, Université de
Londres, Royaume Uni

Email: stephenjones27@gmail.com